



N° 11-621-MIF au catalogue — N° 042

ISSN: 1707-0511

ISBN: 0-662-71863-1

## Document analytique

### Analyse en bref

# Une analyse des prix à la consommation en 2005

par Gerry O'Donnell and Marc Prud'homme

Division des prix  
Immeuble Jean-Talon, 13<sup>e</sup> étage, Ottawa, K1A 0T6

Téléphone: 1 800 263-1136



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada



# Une analyse des prix à la consommation en 2005

**Gerry O'Donnell et Marc Prud'homme**

**Comité de revue :** George Beelen et John Flanders

**Contribution spéciale :** Elda Allen, Clair Bromley White, Graham Burns, Tracey Capuano, Réjean Chauret, Lucie Cloutier, Monique Émond, John Mallon, Denis Montreuil, Sue Morris, Hugh Scobie, Sandra Shadlock, Randy Stearns et Larry Sweet

**Rédacteur en chef :** Yvan Gervais

**Rédacteur :** Christian Houle

**Publication :** Debi Soucy

**Mai 2006**

N° 11-621-MIF2006042 au catalogue

ISSN : 1707-0511

ISBN : 0-662-71863-1

Fréquence : hors série

Ottawa

**Pour obtenir de plus amples renseignements :**

Service national de renseignements : 1 800 263-1136

Demandes par courriel : [analysisinbrief-analyseenbref@statcan.ca](mailto:analysisinbrief-analyseenbref@statcan.ca)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

**Note de reconnaissance**

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

# Une analyse des prix à la consommation en 2005

Gerry O'Donnell et Marc Prud'homme  
Division des prix

## Sommaire

Tout au long de 2005, que ce soit au moment de faire le plein à la pompe ou de payer les factures de chauffage domestique, les consommateurs canadiens ont été soumis à des prix de l'énergie qui ont atteint des sommets. Pourtant, le taux d'inflation pour l'année, tel que mesuré selon l'Indice des prix à la consommation (IPC), est demeuré relativement stable.

L'IPC d'ensemble, qui mesure les fluctuations de prix d'un panier de biens et services de consommation, était 2,2 % plus élevé en décembre 2005 qu'il ne l'était pendant le même mois de l'année précédente. Il s'agissait de la troisième année consécutive au cours de laquelle le taux d'inflation mesuré de décembre à décembre demeurait à 2,0 % ou près de ce pourcentage. Il s'agissait aussi de la 15<sup>e</sup> année consécutive au cours de laquelle l'augmentation était inférieure à 4,0 %.

L'IPC sans l'énergie a augmenté de seulement 1,4 % de décembre 2004 à décembre 2005, ce qui équivaut aux hausses des deux années précédentes, tandis que l'IPC sans l'énergie et les aliments a augmenté de 1,3 %. Il s'agit de la plus faible hausse du genre en huit ans. Ces mesures révèlent un climat d'inflation sous-jacent généralement tempéré pour les consommateurs, montrant un équilibre entre les hausses et les chutes de prix.

Dans l'ensemble, les prix de l'énergie ont augmenté de 10,2 % au cours de 2005, soit plus de quatre fois l'augmentation de l'IPC d'ensemble. Il s'agissait de la quatrième année consécutive au cours de laquelle les prix de l'énergie dépassaient largement l'IPC d'ensemble.

Cependant, l'énergie ne constituait qu'une pièce du puzzle. Entre décembre 2004 et décembre 2005, les prix se sont accrus dans deux des quatre grandes catégories que comprend l'IPC d'ensemble : les services, pour lesquels les prix ont augmenté de 2,1 %, et les biens non durables (comme les aliments et les cigarettes), où les prix étaient en hausse de 3,9 %.

Par ailleurs, les consommateurs ont bénéficié d'une chute de 0,4 % des prix des biens durables et d'une baisse de 0,2 % des prix des biens semi-durables, deux catégories où se poursuit la tendance à la baisse amorcée il y a quelques années. Les consommateurs ont payé 0,9 % de moins l'an dernier pour leurs vêtements, considérés comme des biens semi-durables.

En ce qui concerne les biens durables, les prix du matériel et des fournitures informatiques ont continué de chuter de façon importante, tandis que les prix du matériel vidéo ont fléchi pour la 12<sup>e</sup> année consécutive. Ce ne sont pas tous les biens de consommation durables qui ont affiché un recul au niveau des prix, puisque les prix des voitures neuves ont légèrement augmenté (+1,8 %).

Le présent article analyse les variations de prix de divers biens et services mesurées au moyen de l'Indice des prix à la consommation tout au long de 2005.

## Définitions et source principale de données

Le regroupement spécial **énergie** comprend ce qui suit : l'électricité, le gaz naturel, le mazout, l'essence ainsi que le carburant, pièces et fournitures pour véhicules de loisirs.

L'IPC **sans les huit composantes les plus volatiles** telles que définies par la Banque du Canada exclue : les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeurs. Dans l'ensemble, ces articles représentaient environ 16 % du panier de l'IPC en 2001.

Toutes les données sur les indices des prix à la consommation présentées dans cette étude peuvent être trouvées dans la base de données de Statistique Canada, CANSIM, au tableau 326-0001 : Indice des prix à la consommation (IPC), le contenu du panier de 2001, données mensuelles (indice, 1992=100 sauf indication contraire).

## L'inflation sous contrôle malgré une forte croissance économique

Au Canada, le climat de l'inflation a été stable malgré une robuste croissance économique de 2,9 % en 2005, telle que mesurée par le produit intérieur brut réel (PIB), une mesure générale de l'activité économique corrigée de l'inflation. Une grande part de cette croissance économique découle d'une hausse de 4,0 % des dépenses de consommation pour les biens et services, le gain le plus important depuis 2000.

Le taux de chômage a continué de fléchir, s'établissant à 6,8 % en 2005 par rapport à 7,2 % en 2004 et à 7,6 % en 2003<sup>1</sup>. La croissance de l'emploi a atteint 1,4 % en 2005.

Le resserrement des conditions du marché du travail a eu une grande incidence sur les coûts de la main-d'œuvre. En effet, les coûts de la main-d'œuvre des entreprises par unité du PIB ont fortement augmenté en 2005 (+2,4 %), plus que le double du gain de 0,9 % enregistré en 2004. Cette montée découlait d'une hausse élevée (+3,5 %) de la rémunération horaire l'an dernier. Cette hausse a été beaucoup plus rapide que celle de 0,6 % enregistrée l'année précédente.

Les taux d'utilisation de la capacité de fabrication — une mesure de l'intensité avec laquelle les entreprises utilisent leur capacité de production — sont passés de 81,5 % au début de 2004 à 84,7 % au troisième trimestre de 2005. Ces chiffres se rapprochaient du niveau sans précédent de 86,6 % atteint en 1995, et ils présentaient d'autres signes de contraintes croissantes par rapport à l'offre.

Avec cet environnement, un pourcentage croissant d'entreprises canadiennes s'attendaient à des hausses de prix plus importantes en 2005, selon les résultats de deux enquêtes indépendantes menées par la Banque du Canada et le Conference Board du Canada<sup>2</sup>.

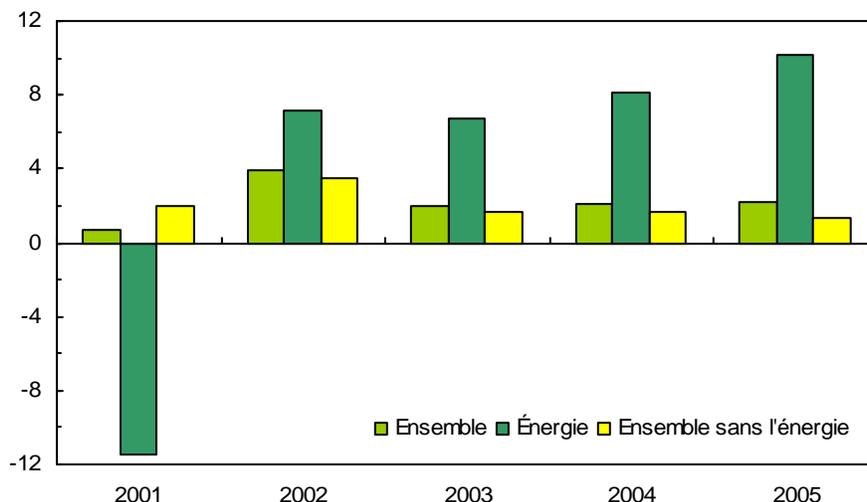
---

1. Voir Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0002.

2. Voir Banque du Canada, « Indicateurs des pressions s'exerçant sur la capacité de production et l'inflation au Canada », <http://www.banqueducanada.ca/fr/taux/indinf-f.html> (site consulté le 2 mai 2006).

## L'indice d'ensemble des prix à la consommation demeure faible malgré une forte inflation du prix de l'énergie

Variation d'indices de prix à la consommation, de décembre à décembre (%)



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 326-0001.

Cependant, plusieurs facteurs ont permis de contrôler l'inflation dans l'économie en expansion. Les taux d'intérêt ont grimpé au cours de 2005, alors que la Banque du Canada a relevé trois fois son taux directeur du financement à un jour, dont la valeur est passée de 2,50 % au début de l'année à 3,25 % à la fin de celle-ci<sup>3</sup>.

En retour, cette situation a incité les banques commerciales à majorer les taux d'intérêt des prêts accordés à leurs clients : le taux préférentiel demandé par les banques à charte a augmenté, passant de 4,25 % en janvier à 5,00 % en décembre; le taux des prêts personnels est passé de 9,50 % à 9,75 %, et le taux des hypothèques ordinaires sur 5 ans s'est accru, passant de 6,05 % à 6,30 %<sup>4</sup>.

Le dollar canadien, qui a pris de la valeur sur les marchés des devises pour la troisième année consécutive, a aussi fait entrave à l'inflation. En 2005, la valeur du dollar canadien a augmenté de 4,8 % par rapport au dollar américain; de 14 % par rapport à la livre sterling; de 16 % par rapport à l'euro et de 17 % par rapport au yen japonais, ce qui a contribué à diminuer le coût de nombreux articles importés au Canada<sup>5</sup>.

Enfin, la productivité du travail dans le secteur des entreprises canadiennes a augmenté de 2,2 % en 2005, après avoir connu une croissance lente en 2003 et en 2004. Par conséquent, le coût plus élevé de la main-d'œuvre n'a pas exercé un effet d'entraînement sur les prix.

3. Le principal instrument de la politique monétaire de la Banque du Canada face à l'instabilité des prix est le taux directeur du financement à un jour pour les prêts et dépôts entre institutions financières.

4. Voir Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0043.

5. Voir Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0064.

## Pétrole brut : des prix records

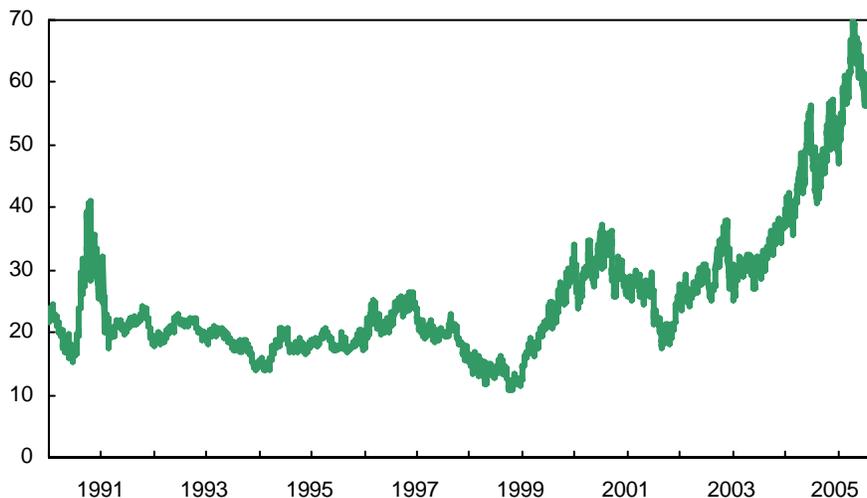
L'an dernier, la constance de l'approvisionnement en pétrole a été mise à rude épreuve devant faire face à plusieurs facteurs, notamment des courants politiques et des ouragans.

L'instabilité politique dans les régions riches en pétrole, comme l'Iraq, l'Iran et le Nigéria, a soulevé des craintes selon lesquelles on ne pourrait pas répondre aux besoins énergétiques à court terme. Au début de juillet, le prix du baril de pétrole brut mesuré par le *West Texas Intermediate* a passé la barre des 60 dollars américains.

Quand les ouragans Katrina et Rita ont frappé l'un après l'autre la côte du golfe du Mexique en août et en septembre derniers, ils ont permis de mettre au jour le fait que les investissements de l'Amérique du Nord ont été limités dans les raffineries de pétrole. Des installations responsables de plus de 10 % de la capacité américaine de raffinage ont été détruites ou fermées temporairement, ce qui a fait rebondir les prix du pétrole brut à un sommet de 69,91 dollars américain le 31 août.

### Le pétrole brut frôle les 70 dollars américains le baril en 2005

Prix du baril de pétrole brut en dollars américains



Source : U.S. Department of Energy, *West Texas Intermediate*.

Aussi récemment qu'en décembre 1998, le prix du pétrole brut était en dessous de 11 dollars américains le baril. À ce moment, la demande Nord-Américaine de pétrole semblait insatiable, alors que les conducteurs recherchaient la puissance des camions et des véhicules utilitaires sport plutôt que les voitures plus économiques. En 2004, malgré les prix à la hausse, les Canadiens ont consommé 41 millions de mètres cubes d'essence, soit une augmentation de 10 % par rapport aux niveaux de 1998 et de 25 % par rapport à ceux de 1991<sup>6</sup>.

La forte demande d'énergie des pays développés s'est répandue à l'échelle du monde. La Chine, les autres pays de l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique ont augmenté leur part de la consommation globale d'énergie, laquelle est passée de 23 % en 1973 à 35 % en 2003<sup>7</sup>.

6. Voir Statistique Canada, CANSIM, tableau 134-0004.

7. Adapté de « *Key World Energy Statistics 2005* » de l'Agence internationale de l'énergie, <http://www.iea.org> (site consulté le 2 mai 2006).

## Prix à la pompe : plus d'un dollar le litre dans les grandes villes

Quand les ouragans ont frappé le golfe du Mexique à la fin de l'été 2005, les Canadiens ont senti l'effet des prix élevés de l'énergie, qui ont atteint des niveaux records, tant à la pompe qu'au foyer.

En septembre, les prix de l'essence à la pompe sont montés au-delà d'un dollar le litre dans toutes les grandes villes et le sont restés dans de nombreuses régions jusqu'à la fin de l'année. Par conséquent, l'indice de l'essence a grimpé de 14,6 % de décembre à décembre.

Pour l'année, les Canadiens ont consommé 0,4 % moins d'essence qu'en 2004. Il s'agissait de la première fois depuis 1991 (une année de récession) que la consommation d'essence diminuait d'une année à une autre<sup>8</sup>.

Les prix à la hausse de l'essence ont aussi eu une incidence sur d'autres secteurs de l'économie. Par exemple, pour compenser la hausse des prix du carburant, les tarifs de taxi sont montés en flèche dans l'ensemble du Canada à la fin de l'année. Les tarifs de départ et au mille ont augmenté à Saint John, à Charlottetown, à Truro, à Halifax, à Québec, à St. Catharines, à Kitchener, à Sudbury, à Thompson, à Saskatoon, à Calgary, à Red Deer et à Edmonton.

De plus, les tarifs des autobus locaux et des métros ont continué à dépasser l'IPC global en raison, en autres, des coûts plus élevés du carburant. Les prix du transport local et de banlieue ont augmenté de 5,1 % au cours de l'année.

Les prix du mazout de chauffage ont progressé sensiblement comme les prix de l'essence en 2005, atteignant un sommet en octobre pour devenir un peu moins élevés par la suite. À la fin de l'année, les consommateurs payaient 16,2 % de plus pour le mazout de chauffage par rapport à la même période l'année précédente.

Les prix du gaz naturel canalisé ont aussi atteint un nouveau sommet en 2005. Les prix du gaz naturel sont demeurés plus ou moins stables entre le milieu des années 1980 jusqu'au milieu des années 1990, ce qui a incité de nombreux Canadiens à convertir leur système de chauffage au gaz naturel. L'utilisation du gaz naturel pour la production d'électricité s'est aussi accrue. Les ventes directes et celles des services de gaz ont augmenté régulièrement, passant de 50,5 milliards de mètres cubes en 1985 à 67,2 milliards de mètres cubes en 1996<sup>9</sup>.

Après une décennie d'approvisionnement abondant, la croissance de la demande en plus des préoccupations liées à la découverte de nouvelles sources, a fait augmenter le prix du gaz naturel plus rapidement que le prix du mazout de chauffage. En quelques années seulement, l'indice du gaz naturel a plus que doublé, passant de 109,4 à la fin de 1996 à 240,0 au printemps de 2001.

Après que les ouragans ont paralysé la production du gaz naturel dans le golfe du Mexique, l'indice a atteint un sommet de 253,4 avant de s'établir à 238,0 en décembre. Cette variation place les prix du gaz naturel en hausse de 11,9 % à la fin de 2005 par rapport à la même période de l'année précédente.

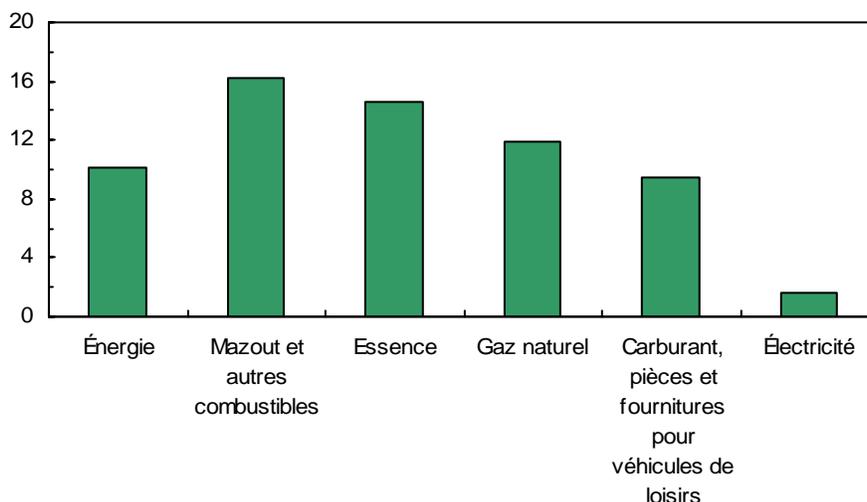
---

8. Voir Statistique Canada, CANSIM, tableau 134-0004.

9. Voir Statistique Canada, CANSIM, tableau 131-0001.

## Les prix de la plupart des composantes de l'énergie haussent rapidement

Variation d'indices de prix à la consommation, de décembre 2004 à décembre 2005 (%)



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 326-0001.

## L'inflation de base chute pour une troisième année consécutive

À cause des fluctuations considérables des prix d'articles comme l'essence, on a tenté de mesurer les tendances inflationnistes persistantes et à long terme « sous-jacentes ». On peut habituellement estimer les indicateurs de l'inflation de base en éliminant de l'Indice des prix à la consommation les produits qui font l'objet de perturbations temporaires de l'approvisionnement, lesquelles entraînent des fluctuations de prix à court terme.

Actuellement, l'IPC sans les aliments et l'énergie et l'IPC sans les huit composantes les plus volatiles déterminées par la Banque du Canada sont deux mesures de l'inflation de base.

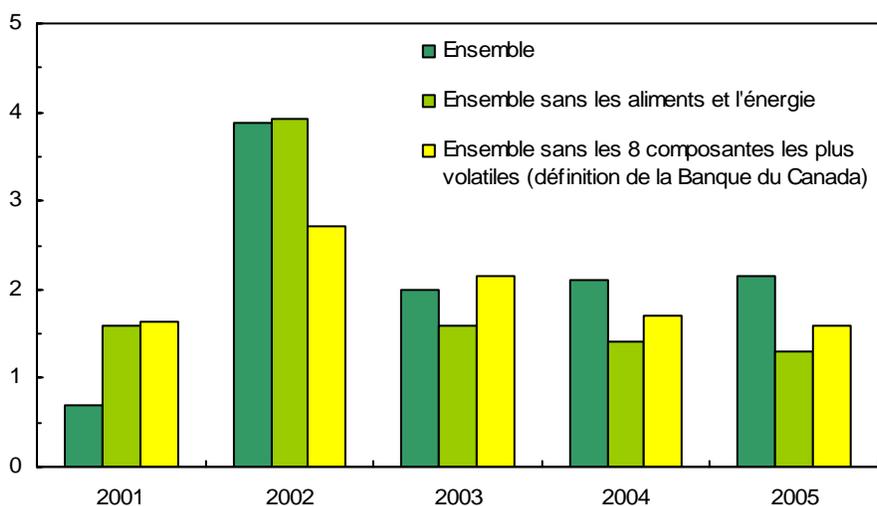
L'IPC sans les aliments et l'énergie a augmenté de seulement 1,3 % en 2005, soit la plus faible augmentation de prix annuelle enregistrée selon cette mesure de l'inflation de base depuis 1997. En comparaison avec l'augmentation de 2,7 % en 2002, cette variante de l'inflation de base indique un climat d'inflation plus modéré.

De plus, l'IPC d'ensemble sans les huit composantes les plus volatiles, qui est utilisé par la Banque du Canada pour surveiller l'inflation et fixer une politique monétaire, a augmenté de 1,6 % en 2005, la plus faible augmentation depuis 1999.

L'une ou l'autre des mesures de l'inflation de base, en ne tenant pas compte des effets des prix de l'énergie qui sont montés en flèche en 2005, laisse entendre que de nombreux prix à la consommation sont en hausse à un rythme très modéré comparativement au passé et que les effets des prix élevés de l'énergie n'ont pas donné lieu à une spirale inflationniste généralisée.

## L'inflation de base sous contrôle

Variation d'indices de prix à la consommation, de décembre à décembre (%)



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 326-0001.

## Certains articles volatils s'annulent les uns les autres en 2005

À part l'énergie, d'autres indices qui ont été volatils par le passé étaient généralement stables en 2005.

L'indice des prix des fruits, des préparations à base de fruits et de noix a chuté de 0,3 %, tandis que l'indice des légumes et des préparations à base de légumes fléchissait de 3,9 %. Les prix de certains aliments frais ont été très volatils, mais en 2005, les hausses et les baisses s'annulaient largement les unes les autres.

Par exemple, en 2005, les indices des tomates et de la laitue ont dégringolé de 39,7 % et de 19,9 %. En 2004, les ouragans en Floride, les champs détrempés en Arizona et en Californie, et les parasites au Mexique avaient contribué à restreindre l'approvisionnement en laitue et en tomates. En 2005, les conditions climatiques étaient plus normales et les prix sont revenus à des niveaux plus habituels.

Pour compenser ces baisses, l'indice des pommes de terre est monté de 33,6 % en 2005, alors que les cultivateurs canadiens tentaient de renverser les effets de 2 années au cours desquelles on a enregistré des chutes de prix, en plantant des pommes de terre sur 34 800 acres, soit 8,0 % de moins en 2005 que l'année précédente<sup>10</sup>.

L'indice du coût d'intérêt hypothécaire a augmenté légèrement, en hausse de 0,1 % en 2005, alors que les taux hypothécaires canadiens continuaient leur montée. Les augmentations relatives à cet indice ont été plus faibles que le taux d'inflation d'ensemble pour chacune des cinq dernières années.

Les prix des cigarettes ont augmenté de 2,7 % en 2005, après une hausse de 3,5 % en 2004. Le taux d'augmentation est en baisse par rapport à une période précédente au cours de la décennie,

10. Voir « Production canadienne de pommes de terre », vol. 3, n° 3, janvier 2006, numéro 22-008-XIF au catalogue de Statistique Canada, <http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=22-008-x&chprog=1> (site consulté le 2 mai 2006).

quand les stratégies de taxation fédérale et provinciales avaient fait bondir l'indice des cigarettes de 78 % de mars 2001 à décembre 2003<sup>11</sup>. Les ventes unitaires annuelles de cigarettes ont dégringolé de 17 % entre 2000 et 2003, et elles sont tombées d'un autre 9,0 % en 2005, alors que des augmentations de taxe mesurées et des hausses de prix occasionnelles des fabricants de tabac ont contribué à hausser le prix des cigarettes<sup>12</sup>.

## Les prix des biens non durables encore en hausse

L'indice des biens non durables, lequel comprend des articles comme les aliments, l'essence, le gaz naturel, le mazout, l'électricité et les cigarettes, a augmenté de 3,9 % en 2005. Depuis 1998, les producteurs et les fournisseurs de ces produits transfèrent en moyenne des augmentations de prix de 3,9 % par année — le plus haut taux d'inflation de tous les regroupements de produits ou services.

Outre les articles associés à l'énergie et aux cigarettes, les biens non durables comme les produits laitiers ont devancé l'IPC d'ensemble en 2005. Les prix des produits laitiers sont montés en flèche au début de l'année, après que la Commission canadienne du lait a augmenté de 6,2 % les prix planchers qu'elle paie pour la poudre de lait écrémé et de 9,1 % pour le beurre, ceci afin d'aider les producteurs à couvrir leurs frais et à récupérer, après les effets de la crise de la vache folle sur leurs finances<sup>13</sup>. Les offices de commercialisation provinciaux ont fait de même, en ajustant leurs prix minimal et maximal et, cette année-là, l'indice du beurre était en hausse de 9,2 %, les prix du fromage, de 6,6 %, et les prix du lait frais, de 4,4 %.

D'autres aliments ont permis de contrôler l'augmentation des prix des biens non durables : les prix du poisson et des fruits de mer ont chuté de 0,8 %; les prix des fruits frais, de 0,5 %; les prix de la viande et de la volaille ont fléchi légèrement, en baisse de 0,1 % en 2005.

---

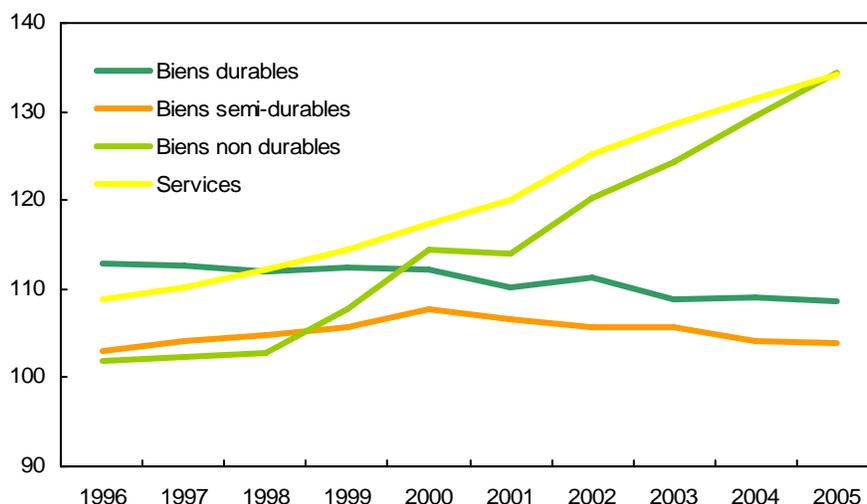
11. Les augmentations de taxes faisaient partie d'une « stratégie détaillée visant à améliorer la santé des Canadiens et des Canadiennes par la réduction de l'usage du tabac », stratégie annoncée le 5 avril 2001 par le ministre de la Santé, le ministre des Finances et le solliciteur général du Canada. Voir <http://www.fin.gc.ca/news01/01-039f.html> (site consulté le 2 mai 2006).

12. Voir Statistique Canada, CANSIM, tableaux 303-0007 et 303-0062.

13. Pour des renseignements sur les prix de soutien fixés par la Commission canadienne du lait, voir <http://www.cdc.ca> (site consulté le 2 mai 2006).

## Hausse des prix des services et des biens non durables et baisse des prix des biens semi-durables et durables

Indice des prix à la consommation, décembre, 1992=100



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 326-0001.

### Les services en forte demande

Les prix des services de consommation ont augmenté de 2,1 % en 2005. C'était la 12<sup>e</sup> fois au cours des 14 dernières années que l'augmentation se situait entre 1,8 % et 2,7 %. L'indice des services comprend plusieurs articles (comme le coût de remplacement par les propriétaires, l'impôt foncier, les repas au restaurant avec service aux tables, l'assurance hypothécaire et de propriétaire-occupant, et la télévision par câble) dont les augmentations de prix ont été au-dessus du taux global d'inflation pendant de nombreuses années. La forte demande a exercé une pression sur ces indices.

Par exemple, les prix de la câblodistribution et des services par satellite ont devancé l'indice d'ensemble pour la 8<sup>e</sup> année consécutive, avec une augmentation de 4,5 % en 2005. À la suite de la déréglementation de l'industrie de la télédistribution mise en vigueur par le Conseil de la radio diffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), les revenus des câblodistributeurs ont augmenté de 24 % de 2001 à 2004 et ceux des sociétés de services de télécommunications sans fil ont enregistré une hausse de 99 % pour la même période, ainsi qu'une forte demande des consommateurs pour les services réguliers et les services à supplément<sup>14</sup>.

L'indice du coût de remplacement par le propriétaire-occupant, qui estime la perte de valeur d'une maison au fil du temps (c.-à-d. la dépréciation physique) et dépend de l'indice du prix des maisons neuves pour son calcul, a progressé de 5,0 % en 2005; soit une quatrième année consécutive où l'indice augmentait de 5 % ou plus. Les provinces de l'Ouest étaient encore une fois en tête au moment où l'indice de l'Alberta montait en flèche de 11,7 % et celle du Manitoba, de 7,2 %, après un gain de 7,9 % en 2004.

14. Voir « Câble, satellite et système de distribution multipoint, 2004 », *Bulletin de service, radiodiffusion et télécommunications*, produit n° 56-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, vol. 35, n° 4, octobre 2005, [http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub\\_f.cgi?catno=56-001-XIF2005004](http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub_f.cgi?catno=56-001-XIF2005004) (consulté le 2 mai 2006).

L'économie prospère de l'Alberta et la forte croissance de sa population ont fait grimper à plus de 40 800 les mises en chantier pour la construction de logements en 2005 dans cette province. Dans l'ensemble du pays, il y avait environ 225 500 mises en chantier pour la construction de logements, soit des mises en chantier au-dessus du niveau unitaire de 200 000 pour une quatrième fois en autant d'années, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Les coûts de matériaux et de la main-d'œuvre à la hausse ont contribué à la progression de l'indice en 2005.

La montée de 3,1 % des prix des repas au restaurant avec service aux tables est une autre indication de forte demande, et ce, pour une septième fois au cours des neuf dernières années, l'indice devançant l'IPC d'ensemble. L'industrie de la restauration de l'Ontario a démontré une vigueur particulière en 2005 et plus de contrôle sur les prix puisque les propriétaires ont pu refiler des augmentations supérieures à la moyenne nationale pour la première fois en trois ans.

Quelques années auparavant, l'Ontario a été durement touchée par les effets du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). Les restaurants de la province subissaient une réduction des ventes et enregistraient les plus faibles marges bénéficiaires au pays, de l'ordre de 2,2 %<sup>15</sup>. Les dépenses au restaurant — en nette augmentation — ont permis aux propriétaires de restaurant de transférer l'augmentation des coûts des ingrédients et d'autres dépenses d'exploitation comme les salaires, le loyer, les services publics et l'impression.

D'autres services sont lourdement ou complètement réglementés, et les prix sont fixés moins par les forces du marché que par la planification gouvernementale. Par exemple, après avoir affiché une faible augmentation pendant 11 ans, l'indice des permis de conduire a bondi de 15,2 % en 2004 et d'un autre 16,9 % en 2005, au moment où plusieurs gouvernements provinciaux ont augmenté le coût de l'obtention et du renouvellement du permis de conduire.

De même, après avoir augmenté à un taux annuel de 1,5 % pendant dix ans, l'indice de l'impôt foncier a augmenté de 3,2 % en 2005, après des hausses de 2,8 % en 2003 et de 4,3 % en 2004. Le Nouveau-Brunswick affichait la plus grande augmentation, soit 7,3 %, enregistrant des hausses dans toutes les municipalités sondées en raison des réévaluations à la hausse de la valeur des propriétés, en plus des augmentations du taux de taxation général dans certaines régions ou du taux de taxation pour les réseaux d'égout dans d'autres.

À la suite d'une augmentation de 41,0 % de 2001 à 2003, l'indice des primes d'assurance automobile publique et privée a chuté de 0,9 % en 2005 après une diminution de 1,7 % en 2004. Toutes les provinces, sauf le Québec et le Manitoba, ont enregistré des baisses en 2005, un an après l'annonce de profits records de 4,2 milliards de dollars<sup>16</sup> par l'industrie des assurances.

## Déflation des biens semi-durables et durables

Les prix des biens durables et semi-durables ont continué leur tendance à la baisse en 2005, alors qu'un dollar canadien plus fort, une concurrence globale intense et un commerce de détail dynamique contribuaient à freiner l'ensemble des prix.

Après avoir augmenté modérément à la fin des années 1990 et avoir atteint un sommet au début de 2001, l'indice des prix des vêtements a fléchi constamment, accusant une baisse de 0,9 % en 2005. En plus d'un dollar canadien fort, les consommateurs ont tiré profit des ententes de

---

15. Voir Statistique Canada, CANSIM, tableau 355-0005.

16. Les indices pour Whitehorse et Yellowknife ont aussi grimpé. Pour plus d'information sur les résultats financiers, voir le Bureau d'assurance du Canada, « Le BAC annonce les résultats financiers de 2004 des sociétés d'assurances automobile, habitation et d'entreprise », communiqué du 18 février 2005, <http://www.ibc.ca/francais/storyfr.asp?sindex=41&return=10> (site consulté le 9 mai 2006).

l'Organisation mondiale du commerce, lesquelles réduisaient les quotas internationaux imposés aux vêtements, et ce, en quatre étapes pendant la dernière décennie, ce qui a abouti à l'élimination de tous les quotas en janvier 2005.

Les détaillants se tournaient de plus en plus vers la Chine et l'Inde, où les prix étaient plus bas, pour répondre aux besoins des Canadiens pendant cette période : la part de la Chine dans les importations de vêtements au Canada a bondi, passant de 20 % en 1992 à 36 % en 2004, tandis que la part de l'Inde a atteint 7 %<sup>17</sup>. Une concurrence dynamique des détaillants d'envergure mondiale et des épiceries à grande surface dotées de chaînes d'approvisionnement efficaces et d'un pouvoir d'achat important ont ralenti les hausses de prix.

Les prix du matériel et des fournitures informatiques ont continué leur dégringolade, fléchissant de 18,1 % en 2005. Les dépenses des Canadiens en matière de matériel informatique et de logiciels ont quand même augmenté de 2,7 %, alors que les consommateurs étaient attirés par les ordinateurs économiques en 2005<sup>18</sup>. Des systèmes d'ordinateur de bureau complets et même certains ordinateurs portatifs coûtaient moins de 1 000 \$.

Certains grands marchands d'ordinateurs ont vu leurs revenus se stabiliser ou même baisser pour l'année, dans ce marché extrêmement concurrentiel. La concurrence s'est intensifiée sur le marché des imprimantes, où les fabricants d'ordinateurs et les entreprises de matériel de photographie conventionnelle intensifiaient leurs efforts pour concurrence les fabricants d'imprimantes déjà établis.

L'indice du matériel vidéo a affiché sa 12<sup>e</sup> baisse annuelle consécutive, chutant de 9,0 % en 2005, alors que les grands détaillants commercialisaient de façon dynamique leurs prix concurrentiels pour attirer les acheteurs dans les salles d'exposition audiovisuelle et de téléviseurs. Malgré la plongée des prix, les Canadiens ont dépensé 5,8 % de plus en téléviseurs et en matériel vidéo en 2005 qu'ils ne l'avaient fait l'année précédente<sup>19</sup>.

L'indice des outils ménagers, qui mesure les fluctuations de prix d'articles comme les outils manuels et l'équipement pour la pelouse et le jardin, a fléchi de 3,3 % en 2005, la troisième diminution consécutive après plus d'une décennie de stabilité des prix. Les prix réduits ont été plus courants chez les grands détaillants au cours des dernières années, alors que les fabricants des marques principales déplaçaient leur production vers des endroits comme le Mexique, dans un effort pour diminuer les coûts.

Bien sûr, ce ne sont pas tous les biens de consommation durables qui affichaient des baisses de prix. En effet, les prix des voitures neuves étaient légèrement en hausse, soit de 1,8 % en 2005, ce qui représente une augmentation de l'indice inférieure à celle de l'IPC d'ensemble pour une sixième fois en sept ans. Un dollar canadien plus élevé et une concurrence dynamique entre fabricants ont donné lieu à un ralentissement des hausses de prix par rapport à 2,6 % en 2004.

L'industrie de l'automobile affichait une forte croissance, mais qui n'avait rien d'exceptionnel en 2005, alors que les ventes unitaires des voitures particulières augmentaient de 3,1 % et celles des camions, de 4,0 %. Dans l'ensemble, les concessionnaires d'automobiles ont vendu plus de 1 630 000 véhicules automobiles neufs en 2005, une baisse de plus de 103 000 unités par rapport aux niveaux de 2002<sup>20</sup>.

---

17. Voir Diana Wyman, « Extension ou contraction? Les industries du textile et du vêtement au Canada », *Analyse en bref*, produit n° 11-621-MIE2005022 au catalogue de Statistique Canada, mars 2005, <http://www.statcan.ca/francais/research/11-621-MIF/11-621-MIF2005022.htm> (site consulté le 2 mai 2006).

18. Voir Statistique Canada, CANSIM, tableau 080-0018.

19. Idem.

20. Voir Statistique Canada, CANSIM, tableau 079-0001.

## Les coûts de l'énergie font monter les prix dans l'Est

Pour la troisième fois en quatre ans, l'inflation à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick était au-dessus de la moyenne canadienne, ce qui s'explique par une importante augmentation des coûts de l'énergie en 2005.

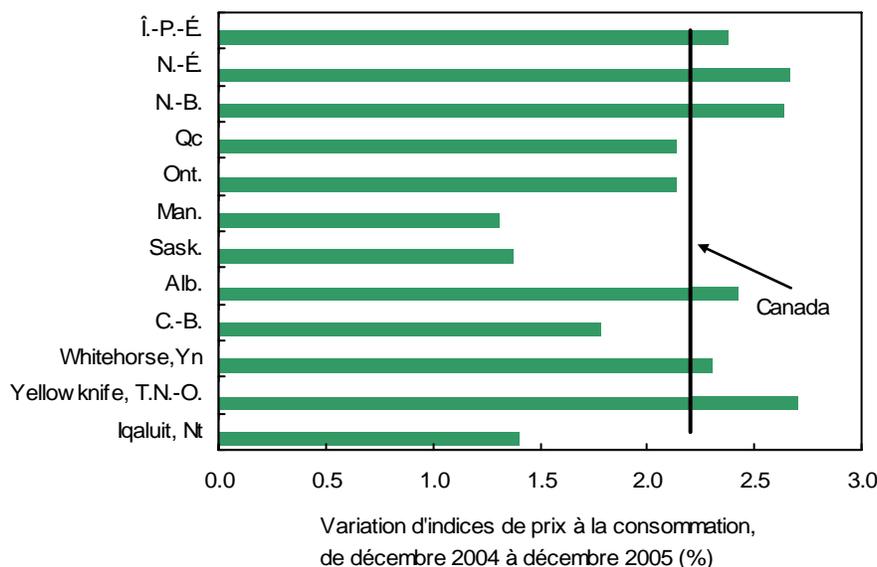
Depuis que les provinces Maritimes dépendent principalement du mazout pour le chauffage, la hausse rapide des prix du mazout en 2002, 2004 et 2005 a durement atteint ces provinces.

Les prix de l'essence ont aussi augmenté à un rythme plus rapide dans le centre et dans l'est du Canada en 2005. Les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Québec et de l'Ontario ont toutes vu l'indice du prix provincial de l'essence augmenter de plus de 15,6 %; aucune autre province ni aucun territoire du Canada n'ont subi une augmentation de plus de 12,3 %.

Les prix de l'électricité, en hausse de 6,1 % en Nouvelle-Écosse et de 6,0 % au Nouveau-Brunswick comparativement à 1,6 % pour l'ensemble du Canada, ont aussi fait monter les prix dans l'est du Canada.

Après avoir enregistré le deuxième taux d'inflation en importance en 2004, le Manitoba affichait une augmentation de 1,3 % de l'IPC en 2005, la plus faible au Canada.

### L'inflation à son plus haut dans l'est et au nord du Canada et à son plus bas dans les Prairies



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 326-0001.

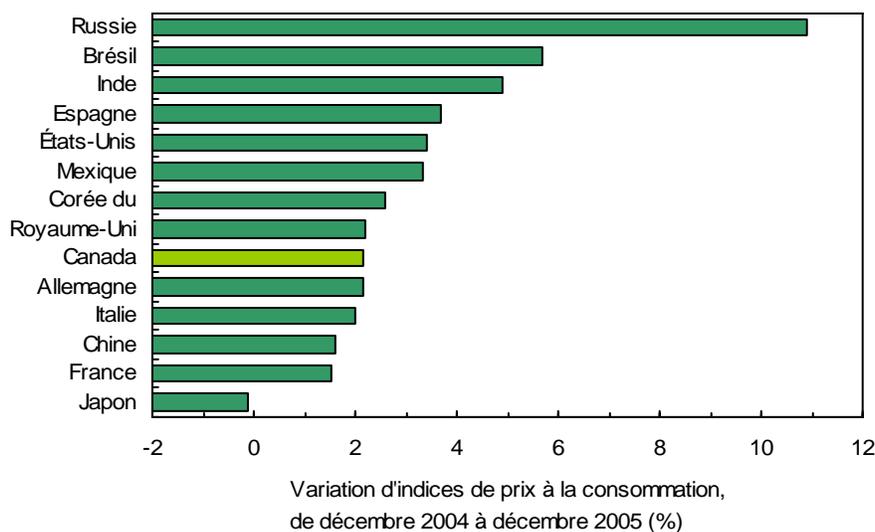
## Les prix augmentent plus rapidement aux États-Unis

Pour une deuxième année consécutive, le taux d'inflation de 2,2 % au Canada plaçait le pays au centre du peloton parmi les plus grandes économies du monde<sup>21</sup>. Entre-temps, les États-Unis, enregistrant une augmentation de 3,4 % en 2005, connaissaient une inflation un peu plus importante que le Canada.

L'augmentation de l'IPC du Canada était égale ou légèrement plus élevée que les taux d'inflation affichés par les plus grandes économies européennes en 2005. Les prix ont grimpé de 2,2 % au Royaume-Uni, de 2,1 % en Allemagne, de 2,0 % en Italie et de 1,5 % en France.

En Asie, la Chine, en plein essor, a limité son taux d'inflation à 1,6 % et le Japon a encore connu une légère déflation globale des prix, affichant une baisse des prix de 0,1 %.

### Parmi les 14 plus grandes économies du monde, le taux d'inflation du Canada se situe au milieu du peloton



**Source :** Plusieurs sources. Pour obtenir les détails, contacter l'auteur à [analysisinbrief-analyseenbref@statcan.ca](mailto:analysisinbrief-analyseenbref@statcan.ca).

21. Pour cet article, les plus grandes économies du monde, mesurées selon le produit intérieur brut de 2004 et corrigées pour la parité de pouvoir d'achat, proviennent du classement du Fonds monétaire international.